

**EXPÉDITION**

23 Novembre 1971

V E N T E

par la S.C.I "RESIDENCE JEAN JAURES

de l'Office- NATIONAL INTERPROFESSIONNLE DES CEREALES (O.N.I.C)

**Etude de M<sup>e</sup> Paul BONNET, Notaire**  
**1, Rue Victor-Hugo - TOULOUSE**

FB/HH

PARDEVANT Me Paul BONNET, Chevalier  
de la Légion d'Honneur, Licencié en Droit,  
Notaire à TOULOUSE, soussigné-

ONT COMPARU:

Monsieur André LIVERTOUX, Constructeur  
Promoteur, demeurant à TOULOUSE, 24, rue d'  
Alsace Lorraine-

Agissant en sa qualité de co-gérant,  
au nom de la société dénommée "RESIDENCE  
JEAN JAURES", société civile particulière  
au capital de cent mille francs, dont le  
siège est à TOULOUSE, 24, rue d'Alsace  
Lorraine-

Ladite société constituée en société  
civile de construction régie par la loi du  
28 Juin 1938 et les textes subséquents,  
suivant acte reçu par Me BONNET, notaire  
soussigné, le seize décembre mil neuf cent  
soixante quatre, et transformée en société  
civile placée sous le régime de l'article  
26 de la loi du 23 Décembre 1964 suivant  
acte reçu par le notaire soussigné le pre-  
mier Juin mil neuf cent soixante six-

Monsieur LIVERTOUX ayant seul tous  
pouvoirs suffisants aux fins des présentes  
en vertu de l'article 18 des statuts modi-  
fiés et ayant été nommé à cette fonction  
suivant décision collective des associés  
prise aux termes de l'acte reçu par le  
notaire soussigné le seize décembre mil  
neuf cent soixante quatre-

LEQUEL, es-qualité, a par ces présen-  
tes vendu en obligeant la société qu'il repré-  
sente à toutes les garanties ordinaires et de  
droit en pareille matière,

A l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL  
DES CEREALES, dont le siège est à PARIS, 21,  
Avenue Bosquet, établissement public créé en  
vertu de la loi du 15 Août 1936, article 1er,  
et celle du dix sept novembre 1940, article 1er-

Ce qui pour lui est accepté par Mon-  
sieur Marcel COURT, Chef de Bureau du  
Contentieux dudit Office, demeurant à PARIS,  
21, Avenue Bosquet, ici présent-

-lère page-

0 2 2 5 1 8  
14 JUN 1972  
4765 201  
914  
498 40  
5208 32  
TOTAL  
Tare  
Salaires  
752  
51  
cinq mille deux cent  
soixante trois francs 32 cts  
Le Constructeur,





0 2519

Agissant au nom et comme mandataire de Monsieur Bernard SALA, Directeur Général dudit OFFICE en vertu de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte sous seing privé en date du dix neuf novembre mil neuf cent soixante et onze, demeuré ci-annexé après mention-

Dans laquelle procuration, Monsieur SALA a agi comme ayant, en sa dite qualité, tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu de l'article 6 du décret du 18 Juin 1941-

DESIGNATION

Les biens et droits immobiliers divis et indivis, ci-après désignés, dépendant d'un ensemble immobilier en copropriété, comprenant deux corps de bâtiments dénommés "Bâtiment ABCD" et "Bâtiment E" sis à TOULOUSE, 70 à 76 Allées Jean Jaurès, et 29 à 35 rue Arnaud Vidal, à l'angle de ces deux voies, figurant au cadastre rénové de TOULOUSE-SAINT AUBIN sous le numéro 452 de la section AB pour une contenance de deux mille quatre cent quatre vingt dix huit mètres carrés, liendit "70 à 76 Allées Jean Jaurès"

Confrontant:

Du nord: les Allées Jean Jaurès-

De l'est: la rue Arnaud Vidal-

Du sud: la SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DES SEPT TROUS-

DOURS-

Et de l'ouest: Madame CAU-

Ledit ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du trente avril mil neuf cent soixante huit, déposé aux minutes du notaire soussigné suivant acte à son rapport du même jour, publié au premier bureau des Hypothèques de TOULOUSE le dix huit Juin mil neuf cent soixante huit, volume 8472, numéro 5, et modifié aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le six octobre mil neuf cent soixante neuf, publié audit bureau d'hypothèques le vingt six novembre mil neuf cent soixante neuf, volume 9380, numéro 24-

Les biens présentement vendus consistant en:

Le lot numéro CENT TRENTE ET UN du règlement de copropriété sus-énoncé, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, donnant sur les Allées Jean Jaurès et portant le numéro 131 au plan annexé audit règlement de copropriété-

Et les trente neuf/dix millièmes (39/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro CENT TRENTÉ CINQ dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, angle est et portant le numéro 135 audit plan-

Et les vingt huit/dix millièmes (28/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro CENT TRENTÉ SIX dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, angle est et portant le numéro 136 audit plan-

Et les vingt sept/dix millièmes (27/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro CENT TRENTÉ SEPT dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, angle sud-est et portant le numéro 137 audit plan-

Et les trente deux/dix millièmes (32/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro CENT TRENTÉ HUIT dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, angle sud-ouest et portant le numéro 138 audit plan-

Et les quarante six/dix millièmes (46/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro CENT TRENTÉ NEUF dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un bureau situé au dixième étage de l'immeuble ABCD, angle ouest et portant le numéro 139 audit plan-

Et les trente six/dix millièmes (36/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro DEUX CENT NEUF dudit règlement de copropriété, comprenant:

Une réserve située au deuxième sous-sol de l'immeuble ABCD et portant le numéro 209 audit plan-

Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties communes-

Le lot numéro TROIS CENT VINGT SIX dudit règlement de copropriété, comprenant:

Un garage situé au troisième sous-sol de l'immeuble ABCD et portant le numéro 326 audit plan-

Et les sept/dix millièmes (7/10.000èmes) des parties communes-



012521

Le lot numéro TROIS CENT QUARANTE QUATRE dudit  
règlement de copropriété, comprenant:

Un emplacement pour automobile situé au troisième  
sous-sol de l'immeuble ABCD et portant le numéro 344 audit  
plan-

Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des parties  
communes-

Et le lot numéro TROIS CENT QUARANTE CINQ dudit  
règlement de copropriété, comprenant :

Un emplacement pour automobile situé au troisième  
sous sol du bâtiment ABCD et portant le numéro 345 audit  
plan-

Et les cinq/dix millièmes (5/10.000èmes) des  
parties communes-

Tels que lesdits biens et droits  
immobiliers existent avec toutes leurs aisan-  
ces, appartenances et dépendances, sans aucune  
exception ni réserve.

14.11.2017

u

ORIGINE DE PROPRIETE

Du chef de la société venderesse

L'ensemble immobilier dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus appartient à la société venderesse par suite des faits et actes ci-après relatés:

Les constructions pour les avoir fait édifier-

Et le terrain pour l'avoir acquis, avec les constructions alors existantes, et depuis démolies, savoir :

PARTIE d'une contenance d'environ six cent vingt neuf mètres carrés d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me CAIPS, notaire à TOULOUSE, le vingt et un décembre mil neuf cent soixante quatre, de Monsieur Joseph Léon BOUE, Docteur en Médecine, demeurant à TOULOUSE, 26, rue de la Colombette, et de Madame Jeanne Hortense ABADIE, sans profession, veuve non remariée de Monsieur Jean BOUE, demeurant à TOULOUSE, 1, rue d'Orbesson, moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Monsieur BOUE qu'il était marié avec Madame Marcelle Marie Louise Jeanne DUPIN de JUNCAROT sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de SAMADET (Landes) le quatorze Janvier mil neuf cent vingt neuf-

Madame BOUE née ABADIE qu'elle était veuve et non remariée-

Une expédition audit acte a été publiée au bureau des Hypothèques de TOULOUSE le six Janvier mil neuf cent soixante cinq volume 6933, numéro 7-

Et à la date du même jour, Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau a délivré un état négatif général du chef des vendeurs-

PARTIE d'une contenance d'environ quatre vingt dix mètres carrés d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le vingt sept décembre mil neuf cent soixante six, de Monsieur André Georges Marcel COUGOURAUX, propriétaire, et Madame Marthe Marie DESBILLY, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à ORSEUIL (Tarn et Garonne)-

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer aux vendeurs les lots numéros 96, 97 et 164 du règlement de copropriété sus-énoncé-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Qu'ils étaient mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts, régime de droit commun à l'époque de leur mariage à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la Mairie de REYNIES le seize Février mil neuf cent trente six-

Une expédition audit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le vingt six octobre mil neuf cent soixante six, volume 7650, numéro 16-



013523

A la garantie du paiement dudit prix, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau des Hypothèques le même jour, volume 2693, numéro 4-

Et à la date du même jour, Monsieur le Conservateur audit bureau a délivré un certificat négatif général du chef des vendeurs et des précédents propriétaires-

PARTIE d'une contenance de cent treize mètres carrés environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me SERLOOTEN, notaire à TOULOUSE, le vingt six avril mil neuf cent soixante sept, de Madame Denise Marie Alice FUECH, Professeur, demeurant à RODEZ (Aveyron) Boulevard Denis Puech, veuve non remariée de Monsieur Saturnin Félix LESTEL-

14 JUN 1972

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de QUATRE CENT MILLE FRANCS sur lequel CENT CINQUANTE MILLE FRANCS ont été payés comptant et quittancés aux termes dudit acte, et le solde stipulé payable le treize juin mil neuf cent soixante neuf-

Une expédition de cet acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le huit mai mil neuf cent soixante sept, volume 7914, numéro 1-

Inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau la même jour, volume 2730, numéro 5, au profit de la venderesse pour sûreté du paiement du solde du prix-

Laquelle inscription a été radiée définitivement le huit octobre mil neuf cent soixante neuf, en vertu d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le sept août mil neuf cent soixante neuf, contenant, en outre, quittance du solde du prix de ladite vente-

L'état délivré sur la formalité de publicité sus-énoncée du chef de la venderesse et des précédents propriétaires a été certifié négatif d'inscriptions, mais a révélé deux transcriptions n'interessant pas le bien vendu-

PARTIE d'une contenance de soixante douze mètres carrés environ, d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le sept juin mil neuf cent soixante sept, de Madame Madeleine Sophie GAUTIER, sans profession, épouse de Monsieur Léopold MONTILLET, Retraité, avec lequel elle demeure à MILHARS par CORDES (Tarn)-

Cette acquisition a eu lieu:

1°- Moyennant le prix de soixante dix mille francs quittancé aux termes dudit acte-

2°- Et moyennant l'obligation de fournir et livrer à la venderesse les lots numéros 81, 166, 173, 180, 224, 225, 323 et 324 du règlement de copropriété sus-énoncé-

Audit acte, la venderesse a déclaré:

Qu'elle était mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de son contrat de mariage reçu par Me MARTIN de la MOUTTE, notaire à TOULOUSE, prédécesseur immédiat du notaire soussigné, le premier juillet mil neuf cent vingt et un-

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le vingt six Juin mil neuf cent soixante sept, volume 7998, numéro 18-

A la sûreté du paiement du solde dudit prix, inscription de privilège de vendeur a été prise le même jour audit bureau, volume 2739, numéro 65-

L'état requis sur cette formalité du chef de la vendeuse et des précédents propriétaires et délivré le même jour par Monsieur le Conservateur audit bureau a été certifié négatif en tous points-

PARTIE d'une contenance de mille vingt deux mètres carrés environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BOUTET, notaire soussigné, et Me SOUYAIS, notaire à NAILLOUX, le vingt deux septembre mil neuf cent soixante sept, de Madame Céline DELTHEIL, propriétaire, demeurant à TOULOUSE, 72, Allées Jean Jaurès, veuve non remariée de Monsieur Marcel MARTY, et de Monsieur Christian Roger Jean MARTY, Etudiant en Pharmacie, époux de Madame Lucienne FRECHOU, demeurant à la FERTE MACÉ (Orne) route de BAGNOLE de l'ORNE-

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer aux vendeurs:

1°) Le lot numéro 2 du règlement de copropriété d'un ensemble immobilier devant être édifié à TOULOUSE, à l'angle de la rue des Sept Troubadours et de la rue Arnaud Vidal, par la Société Civile "RESIDENCE DES SEPT TROUBADOURS" ayant son siège à TOULOUSE, 24, rue d'Alsace Lorraine, ledit règlement déposé aux minutes du notaire soussigné le seize décembre mil neuf cent soixante six-

2°) Et les lots numéros 1,2,3,17,18,19,20,21,92,93,160, 161,167,168,169,174,187,194,252,255 et 278 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié par la société "RESIDENCE JEAN JAURES"-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Monsieur MARTY qu'il était marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Me SOUYAIS, notaire susnommé, le douze Juillet mil neuf cent soixante six, préalablement à son union célébrée à la Mairie de TOULOUSE le seize Juillet mil neuf cent soixante six-

Madame Veuve MARTY qu'elle avait été tutrice de son fils Monsieur Christian Roger Jean MARTY, susnommé-

Une expédition dudit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le dix sept octobre mil neuf cent soixante sept, volume 8139, numéro 2-

Inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau le même jour, volume 2761, numéro 12 en garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé-

L'état requis sur cette formalité et délivré par Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau à la date du dix sept octobre mil neuf cent soixante sept, du chef des vendeurs et des précédents propriétaires, a été certifié négatif en tous points-



012525

PARTIE, d'une contenance de trois cent soixante huit mètres carrés environ, d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Maître Paul BONNET, Notaire soussigné, les neuf Novembre et neuf Décembre mil neuf cent soixante-six, de Madame Marie Antoinette Gabrielle MARTY, sans profession, épouse de Monsieur Anne Pierre Henri Gustave GOISLARD de MONSABERT, Président Honoraire du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE, avec lequel elle demeure à TOULOUSE, 34, Rue Bayard.

Cette acquisition a eu lieu moyennant l'obligation de fournir et livrer à la venderesse les lots numéros 82, 83, 84, 85, 86 et 87 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié.

Audit acte, la venderesse a déclaré :

Qu'elle était mariée avec Monsieur de GOISLARD de MONSABERT en premières noces sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître GARRIGOU, notaire à TOULOUSE, le quinze Mars mil neuf cent six.

Qu'elle n'était pas et n'avait jamais été tutrice de mineurs ou d'interdits,

Qu'elle n'était pas et n'avait jamais été en état d'interdiction, de faillite, de liquidation ou règlement judiciaire ou de cessation de paiements, ni pourvue d'un conseil judiciaire,

Qu'elle n'était pas touchée et n'était pas susceptible de l'être par les dispositions des ordonnances en vigueur sur les profits illicites et l'indignité nationale,

Qu'elle avait bénéficié du Concours du Fonds National d'Amélioration de l'Habitat, suivant décision de la Commission Départementale de la Haute-Garonne du vingt-six Juillet mil neuf cent soixante (dossier numéro 7351) pour une subvention de neuf cent soixante dix sept Francs soixante centimes.

Elle s'est obligée à effectuer de ses deniers personnels le règlement de toutes les sommes qui seraient nécessaires pour le rachat de cette subvention de manière que la Société acquéreur ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Et que l'immeuble vendu était libre de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des Hypothèques de TOULOUSE le vingt-trois Décembre mil neuf cent soixante-six, volume 7722, numéro 16.

A la garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau le vingt-trois Décembre mil neuf cent soixante-six, volume 2703, n° 53.

L'état requis sur cette formalité a été certifié négatif en tous points, du chef de la venderesse, par Monsieur le Conservateur audit bureau.



ET PARTIE d'une contenance de cent quatre vingt quatre mètres carrés environ d'après mesurage, aux termes d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, et Me TREMOSA, notaire à TOULOUSE, le vingt et un décembre mil neuf cent soixante sept, de Monsieur Joseph AFFLELOU, Hôtelier, et Madame Etoile BEN ALLOU, sans profession son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE, 74, Allées Jean Jaurès-

Etant ici précisé que cette vente comprenait également les éléments incorporels seulement d'un fonds de commerce d'hôtellerie exploité dans lesdits locaux par les vendeurs-

Cette vente, tant en ce qui concerne l'immeuble que le fonds de commerce, a eu lieu moyennant l'obligation par la société RESIDENCE JEAN JAURES de fournir et livrer aux vendeurs les lots numéros 132, 133, 134, 177, 178, 181 et 188 du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier devant être édifié-

Audit acte, les vendeurs ont déclaré:

Qu'ils étaient mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts, régime de droit commun à l'époque de leur mariage, à défaut de contrat en réglant les conditions civiles préalables à leur union célébrée à la Mairie de PERREGAUX (Algérie) le vingt deux décembre mil neuf cent trente-

Une expédition audit acte a été publiée à la Conservation des Hypothèques de TOULOUSE le huit Janvier mil neuf cent soixante huit, volume 8245, numéro 2-

A la garantie du paiement du prix ci-dessus stipulé, inscription de privilège de vendeur a été prise audit bureau des Hypothèques le même jour, volume 2775, numéro 67-

L'état requis sur cette formalité du chef des vendeurs et délivré le même jour par Monsieur le Conservateur des Hypothèques audit bureau a révélé l'existence d'une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au profit de la Caisse Centrale de CREDIT HOTELIER le vingt sept Août mil neuf cent soixante trois, volume 2502, numéro 70 en vertu d'un acte reçu par Me TREMOSA, notaire susnommé, le treize Août mil neuf cent soixante trois-

Laquelle inscription a été radiée définitivement le onze Juillet mil neuf cent soixante huit, en vertu d'un acte reçu par Me BONNET, notaire soussigné, le dix sept mai mil neuf cent soixante huit-

#### ORIGINE ANTERIEURE-DISPENSE

Il n'est pas fait ici plus ample établissement de l'origine de propriété à la demande de l'acquéreur qui déclare vouloir s'en référer pour la connaître au règlement de copropriété sus énoncé où elle se trouve régulièrement établie et dispense le notaire soussigné de la rapporter aux présentes le déchargeant de toute responsabilité à ce sujet-





### PROPRIETE-JOUISSANCE

L'acquéreur sera propriétaire des biens immobiliers présentement vendus par le seul fait des présentes et à compter de ce jour-

Il en aura la jouissance par la prise de possession effective et réelle, également à compter de ce jour-

### CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que l'acquéreur s'oblige à exécuter et accomplir, savoir:

#### A/ Conditions générales ordinaires-

1<sup>o</sup>- De prendre les biens présentement vendus dans leur état au jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir exercer aucun recours contre la société venderesse pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, mitoyennetés, communautés ou alignements, comme sans garantie d'erreur dans la désignation ou dans la contenance sus-indiquée, quelque grande que puisse être la contenance en plus ou en moins, sauf toutefois pour la garantie decennale édictée par l'article 1792 du Code Civil à laquelle la société venderesse, qui a la garantie de constructeur, restera soumise pendant dix ans à compter du jour de la délivrance du certificat de conformité-

2<sup>o</sup>- De souffrir les servitudes passives de toute nature et de profiter de celles actives, le tout s'il en existe, sauf à se défendre des unes et à faire valoir les autres, à ses risques et périls, sans recours contre la société venderesse et sans que la présente clause puisse être invoquée par des tiers et leur donner plus de droits qu'ils n'en auraient en vertu de titres réguliers ou légalement-

A cet égard, Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare que la société venderesse n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur l'immeuble dont dépendent les biens vendus et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des règlements d'urbanisme, du règlement de copropriété ou de la loi-

3<sup>o</sup>- De faire son affaire personnelle, de manière que la société venderesse ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet, de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements et traités qui ont pu être contractés ou passés par la société venderesse, notamment pour le service des eaux, du gaz et de l'électricité dans les locaux présentement vendus-

4<sup>o</sup>- D'acquitter à compter du jour fixé pour l'entrée en jouissance toutes redevances et cotisations résultant des abonnements et marchés précités, ainsi que les impôts, contributions et charges de toute nature mis ou à mettre sur les biens vendus-

5°- De payer tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites-

6°- De se conformer au règlement de copropriété en ce qui concerne les assurances-

B/ Conditions Particulières-

En outre, la présente vente est faite sous les conditions particulières ci-après:

Par le seul fait des présentes, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations de la société venderesse résultant du règlement de copropriété sus-énoncé et il s'oblige à exécuter toutes les clauses et conditions résultant dudit acte, le tout de manière que la société venderesse ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet-

L'acquéreur reconnaît avoir parfaite connaissance de l'état descriptif de division-règlement de copropriété de l'immeuble dont dépendent les biens présentement vendus, ainsi que de l'acte modificatif dudit état descriptif de division-

Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare:

Que le règlement de copropriété de l'immeuble n'a subi aucune autre modification que celle sus-énoncée-

Que le syndic de l'immeuble est Monsieur PAIGU-

Et que la société venderesse est à jour de tous versements relatifs aux charges de copropriété-

Notification des présentes sera faite au syndic-

- P R I X -

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix principal, tant incluse, de SEPT CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE DEUX CENTS FRANCS, ci..... 794.200,00

Ledit prix s'appliquant:

Au terrain pour CENT VINGT MILLE SEPT CENT CINQUANTE FRANCS-

Et à la construction pour le surplus, soit SIX CENT SOIXANTE TREIZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE FRANCS-

Lequel prix de SEPT CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE DEUX CENTS FRANCS, Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, reconnaît avoir reçu de la société acquéreur, à laquelle il en consent quittance entière et définitive, et ce, à l'instant même et ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné-

-DONT QUITTANCE-

Ce prix a fait l'objet:

1) D'un agrément de Monsieur le Directeur des Impôts de la Haute-Garonne, suivant lettre du vingt trois septembre mil neuf cent soixante et onze-

2) Et d'un avis favorable de la Commission Régionale des Opérations Immobilières de la Région Midi-Pyrénées du quatre Octobre mil neuf cent soixante et onze-

Photocopie de chacun de ces deux documents, certifiée véritable par Monsieur COURT, est demeurée ci-annexé après mention-

-11ème page-





### PUBLICITE FONCIERE

En application des articles 28 et 32 du décret numéro 55-22 du 4 Janvier 1955, la présente vente sera publiée au premier bureau des Hypothèques de TOULOUSE par les soins du notaire sous-signé et aux frais de l'acquéreur, de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 dudit décret-

Et si lors de l'accomplissement de cette formalité ou postérieurement, dans les délais prévus par les dispositions du Code Civil pour l'inscription des privilèges immobiliers spéciaux, il existe ou survient des inscriptions grevant les biens présentement vendus, du chef tant de la société vendeuse que des précédents propriétaires, la société vendeuse sera tenue d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation, à ses frais, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu-

### DECLARATIONS

Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, déclare:

Que la société vendeuse est de nationalité française-

Que son siège est en France et qu'en sa qualité d'être moral elle n'est pas soumise à hypothèque légale sur ses biens-

Qu'il n'existe aucun obstacle ni aucune restriction à l'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des biens présentement vendus, notamment par suite d'interdiction, de faillite, de règlement judiciaire, de confiscation totale ou partielle de ses biens, d'existence de droit de préemption, de rescision ou de résolution ou pour toute autre raison-

Que l'ensemble immobilier dont dépendent les biens présentement vendus est grevé:

- D'une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au profit de la CAISSE GENERALE DE L'INDUSTRIE ET DU BATIMENT, au bureau des Hypothèques de TOULOUSE le quatorze février mil neuf cent soixante neuf, volume 2865, numéro 8, en vertu d'un acte reçu par le notaire soussigné le sept février mil neuf cent soixante neuf, en garantie d'un prêt de la somme de SIX MILLIONS DE FRANCS-

Monsieur LIVERTOUX, es-qualité, s'oblige à rapporter sans délai la mainlevée et le certificat de radiation de cette inscription sur les locaux présentement vendus-

### DECLARATIONS FISCALES

En vue de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, les parties déclarent:

Que l'ensemble immobilier dont dépendent les biens, objet des présentes, est actuellement terminé-

Qu'au surplus, l'achèvement de l'ensemble immobilier résulte du récépissé de dépôt en Mairie de la demande du certificat de conformité, ledit récépissé portant la date du neuf septembre mil neuf cent soixante et onze-

Que la présente mutation d'immeuble entre dans le champ d'application de l'article 27 de la loi N° 63-254 du 15 mars 1963 et qu'elle se trouve, par suite, assujettie à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et exonérée du droit d'enregistrement conformément aux dispositions du dernier alinéa du § 3 dudit article-

Que la Taxe sur la Valeur Ajoutée sera acquittée au Service des Contributions Indirectes de TOULOUSE-EST et que la société vendeuse est identifiée à l'I.N.S.E.E. sous le numéro 820-51-555-0-143-

Que la plus-value à laquelle pourra donner lieu la présente vente sera soumise à l'impôt dans les conditions de droit commun suivant la qualité de chaque redevable-

Et que la présente vente qui remplit les conditions prévues pour être assimilée à une vente d'immeuble achevé est soumise au prélèvement sur la plus-value réalisée-

Ce prélèvement devant être provisoirement effectué en prenant pour base une somme égale à dix pour cent du prix de vente et conformément aux indications portées dans la déclaration I.N.S. qui sera déposée au bureau de l'enregistrement en même temps que le présent acte et le redevable s'engageant à procéder à la régularisation du prélèvement finalement dû après l'achèvement-

### REMISE DE TITRES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'acquéreur, qui pourra se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant les biens présentement vendus et sera subrogé dans tous les droits de la société vendeuse à ce sujet-

### DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir:

Pour la société vendeuse à TOULOUSE en son siège sus-indiqué-

Et pour l'acquéreur en l'Etude du notaire soussigné-



## 02551

2017 年 11 月 17 日

4 JAN 1979

Fait et passé à TOULOUSE,  
En l'Etude du notaire soussigné,  
L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE,  
Le vingt trois novembre.-

Ont signé la minute :

LIVERTOUX - COURT et Me Paul BONNET, ce dernier

-SUIT LA TENEUR DE L'ANNEXE-

-P R O C U R A T I O N-

Monsieur Bernard SALA, Directeur Général de l'Office National Interprofessionnel des Céréales, dont le siège est à PARIS, 21, Avenue Bosquet, Etablissement Public créé en vertu de la loi du quinze août mil neuf cent trente six article 1er et celle du dix sept novembre mil neuf cent quarante, article 1er.

Déclare donner au nom de l'établissement qu'il représente à :

Tous pouvoirs nécessaires à l'effet :

Fixer le mode et l'époque de l'entrée en jouissance, stipuler et accepter toutes conditions, payer le prix comptant, en retirer quittance.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer, faire le nécessaire.

A PARIS, le 19 Novembre 1971

SALA - signé

En suite se trouve cette mention :

Certifié véritable et annexé à la minute d'un acte reçu par Me Paul BONNET, notaire à TOULOUSE, le vingt trois novembre mil neuf cent soixante et onze.

COURT - signé

Et Me Paul BONNET - signé -

-----

-DEUXIEME ANNEXE-

-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.-

-DIRECTION DES SERVICES FISCAUX-

-de la Haute-Garonne-

-LEGISLATION ET CONTENTIEUX DOMAINE-

-Réponse à la lettre du 8 Septembre 1971-

-N° 2902-P.T. -

-O B J E T-

Evaluation de divers locaux à TOULOUSE, dépendant de la Résidence Jean Jaurès. -

Monsieur le Directeur,

Par lettre citée en référence, vous exposez que l'O.N.I.C. a décidé d'acquérir divers locaux dépendant de la Résidence Jean Jaurès à TOULOUSE, et vous me demandez mon avis sur leur valeur vénale.

J'ai l'honneur de vous adresser les résultats de l'enquête effectuée à cet égard :

DESCRIPTION :

La "Résidence Jean Jaurès" située à l'angle des allées Jean Jaurès et de la rue Arnaud Vidal jouit d'une situation assez centrale dans ce secteur urbain, riverain de la Place Wilson, des Boulevards et de la Gare Matabiau.

Les locaux à évaluer se trouvent situés au 10ème étage, l'un séparé à l'angle SUD-OUEST et le surplus groupé dans la moitié Sud-Est de part et d'autre du couloir central.

Le premier bordant les allées Jean Jaurès (lot 131) d'une superficie de 49m<sup>2</sup> 29 comprend un hall, un grand bureau avec à droite le Secrétariat et à gauche du hall une pièce obscure à usage de local d'archives et de vestiaires.

Les autres forment une suite de cinq locaux de superficie inégale divisés également en bureaux et secrétariat d'une superficie de 214m<sup>2</sup>,20 à laquelle s'ajoutera celle du couloir devenu privatif par l'adjonction d'une porte au niveau des ascenseurs (12m<sup>2</sup>,04) soit au total pour les bureaux 275m<sup>2</sup>,53.-



L'O.N.I.C. aura en outre, une pièce d'archives dans le 2ème sous-sol sur sa bordure Nord Est et trois parking dans le 3ème sous-sol dont un clôturé.

Les caractéristiques de ces locaux, entièrement neufs, sont les suivantes :

Hauteur de plafond de 2,80 sols avec moquettes. Papiers peints sur les murs; Eclairage encastré. Faux plafonds dans les couloirs dissimulant les canalisations du chauffage central collectif (sol plafond par rayonnement) Air conditionné par ventilation mécanique contrôlée. Menuiserie sipo et huisserie de qualité. Accès rapide par trois ascenseurs Schindler avec groupe électrogène de secours.-

Ces bureaux qui occupent à peu près la moitié de la superficie du 10ème étage bénéficieront des locaux sanitaires du hall et dégagements collectifs.

Néanmoins, sur la demande de l'O.N.I.C. il sera aménagé un W.C. avec lavabo et vestiaire dans le lot 139, tandis que la cloison de séparation sera supprimée entre les lots 136 et 137 et qu'une porte assurera la clôture du couloir peu avant l'entrée du lot 135.-

Le descriptif joint au dossier donne tous renseignements complémentaires sur l'aménagement de ces bureaux.

Règlement de co-propriété dressé par Me BONNET, le 30 Avril 1968 et publié le 18/6/1968, vol. 8472/5.- Il en résulte que ces locaux constituent les lots désignés ci-après :

A/ (Lot 131 Bureaux 49m2,29- 39/10000 des parties communes

				Générales
	(Lot 135	"	36m2,32	28/10000
	(Lot 136	"	34m2,40	27/10000
10° Etage	(Lot 137	"	39m2,88	32/10000
	(Lot 138	"	58m2,60	46/10000
	(Lot 139	"	45m2,00	36/10000
			263m2,49	

à ajouter superficie du

couloir devenu privatif 12m2,04

275m2,53

B/ (Lot 209 Archives 16m2,00 5/10.000

2° sous-sol

C/ (Lot 326 Garage

3° Sous-sol ( clos....24m2,00 7/10000

(Lot 344 Parking 18m2,00 5/10000

(Lot 345 Parking 18m2,00

60m2,00

#### -EVALUATION-

Compte tenu tant des éléments d'appréciation dont dispose le Domaine (notamment des prix pratiqués lors de la vente des différents lots dépendant de même immeuble) que de l'excellente situation de la nature du standing des locaux en cause,







(actuellement : une trentaine de personnes  
- effectifs à loger

(à échéance 5 ans : environ 35 -

Superficies demandées :

- en terrains nus :

- en constructions :

- surface au sol :

superficie développée hors oeuvre : (263,49m<sup>2</sup> de bureaux  
12,04m<sup>2</sup> de couloir devenu  
privatif -

- construite

(local d'archive au 2<sup>e</sup> sous  
sol : 16m<sup>2</sup>

- à construire :

(un garage clos et deux em-  
placements de parking  
(au 3<sup>e</sup> sous-sol : 60 m<sup>2</sup>

évaluation domaniale :

- valeur locative,

- valeur vénale : 794.200 F. T.V.A. incluse.

indemnités accessoires le cas échéant :

Dernières prétentions du propriétaire : 794.200 F. T.V.A. in-  
cluse -

Construction à réaliser

coût

délai de réalisation;

nom de l'architecte ou du maître d'oeuvre;

Financement :

Avis de la Commission -

La Commission donne avis favorable à la réalisa-  
tion de l'acquisition proposée au prix de 794.200 F. T.V.A.  
incluse -

La séance est levée à 17 Heures.-

Le Président:

signé- ILLISIRLEMENT-

Pour extrait conforme,

TOULOUSE, le 4 Octobre 1971

Le Préfet pour le préfet

C. FICAT - signé-

Copie certifiée conforme,

signé- ILLISIRLEMENT-

En marge de l'acte se trouve cette mention:

Le présent acte est complété par le visa de  
Monsieur le Directeur des Domaines à TOULOUSE, suivant décision  
N° 2.524 en date du 24 Décembre 1971, qui atteste que les for-  
malités prévues par le décret N° 49-1209 du 28 août 1949 on-  
bien été remplies.

TOULOUSE, le 4 Janvier 1972

Me. Paul BONNET, signé.-

-POUR EXPEDITION-

EXPEDITION en dix neuf  
pages contenant : vingt  
neuf lignes entières ti-  
rées dans huit blancs -  
sans renvoi ni mot nul/